

Le groupe des Aînés appelle Nkurunziza à renoncer à un 3^e mandat

RFI, 13-03-2015 Burundi : les «Elders» appellent le président à ne pas se représenter. La tournée des ambassadeurs du Conseil de sécurité des Nations unies continue. La troisième étape se déroule ce vendredi au Burundi, pour parler du processus électoral, à quelques mois des élections. Cette visite intervient alors que les déclarations se multiplient pour appeler le président Pierre Nkurunziza à ne pas se représenter. Après l'Eglise catholique et l'Union européenne il y a quelques jours, les «Elders» - le groupe d'anciens chefs d'Etat créé par Nelson Mandela - ont appelé à leur tour au respect des accords d'Arusha et de la limitation du nombre de mandats présidentiels.

Dans ce communiqué des «Elders» sur le Burundi, c'est l'ancien secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, qui s'exprime, mais l'ombre de Nelson Mandela plane sur chaque phrase. Les Elders, écrit Kofi Annan, appellent tous les acteurs politiques à se plier à l'esprit et à la lettre des accords d'Arusha dans l'intérêt de la nation. S'en suit un petit rappel historique. Les accords d'Arusha ont mis un terme à dix années de guerre civile qui avaient causé la mort de 300 000 morts. Autre rappel d'importance dans ce communiqué et dont tout le monde se souvient aujourd'hui encore au Burundi, c'est Nelson Mandela, le premier des «Elders», qui avait facilité la négociation de ces accords et même arraché la signature à tous les acteurs politiques. C'est pourquoi l'organisation d'anciens chefs d'Etat fondée par Mandela s'inquiète tout particulièrement des atteintes portées à ces accords. Les «Elders» disent craindre tout manquement aux dispositions centrales d'Arusha, et en particulier la limitation du nombre de mandats présidentiels, sape la confiance du peuple burundais dans les accords, ce qui pourrait gravement menacer la paix et la stabilité du pays. Incitation aux violences politiques Ces anciens chefs d'Etat et personnalités appellent également tous les acteurs politiques au respect de la feuille de route de 2013 censée permettre des élections libres et transparentes, et la participation de tous aux différents scrutins. Ils condamnent enfin toute tentative d'inciter la jeunesse à s'engager dans la voie de la violence politique. La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et la Ligue burundaise des droits de l'homme Iteka s'inquiètent aussi d'un possible embrasement de la situation politique et sécuritaire dans le pays à l'approche des élections. Elles viennent de terminer une mission sur le terrain et devraient publier un rapport dans les prochains jours, mais elles en appellent d'ores et déjà au Conseil de sécurité pour qu'il passe des messages forts aux autorités et aux différents acteurs politiques. Le Conseil de sécurité doit vraiment profiter de sa visite pour adresser des messages fermes sur l'apaisement du dialogue politique entre les autorités et les formations politiques de l'opposition. [Tcherina Jerolon, Responsable adjointe du bureau Afrique de la FIDH et co-auteur du rapport]